Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 39 (1989)

Heft: 3

Artikel: Renouveau spirituel et construction de l'Europe (1945-1950) : le rôle des millieux chrétiens de Suisse Romande

Autor: Chenaux, Philippe

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-81016

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

RENOUVEAU SPIRITUEL ET CONSTRUCTION DE L'EUROPE (1945–1950). LE RÔLE DES MILIEUX CHRÉTIENS DE SUISSE ROMANDE

Par PHILIPPE CHENAUX

La réconciliation des nations européennes apparaît bel et bien comme l'un des acquis les plus durables de l'après-guerre. Elle s'est soldée par la mise en œuvre d'une dynamique communautaire qui a conduit, cahin-caha, aux institutions actuelles. Mais ce processus d'union n'aurait jamais abouti si vite s'il n'avait été précédé, préparé, accompagné même à ses débuts par un formidable élan de fraternité transnationale à base religieuse ou laïque qui trouvait sa source dans les combats de la résistance antifasciste[1]. Loin d'être négligeable, le rôle des courants et des mouvements se réclamant d'une inspiration chrétienne n'avait jusqu'ici retenu qu'à un moindre degré l'attention de l'historien[2]. C'est tout le mérite d'un colloque tenu il y a quelques années à Grenoble sous les auspices de la revue *Relations internationales* (n°s 27 et 28, automne et hiver 1981) que d'avoir pour la première fois abordé cette vaste problématique de l'influence du facteur religieux dans la vie internationale contemporaine et ainsi ouvert un champ nouveau à la recherche historique. Comme l'écrit l'historien français Pierre Guillen, «ce qui caractérise l'évolution récente, c'est que de plus en plus les Eglises cherchent à se dégager de ces pesanteurs politiques, imposées par leurs rapports avec les Etats-nations, pour affirmer et tenter de faire progresser dans le monde les principes d'un internationalisme chrétien»[3].

1 Sur la Résistance et l'idée européenne, on se reportera aux volumes de la série éditée par WALTER LIPGENS et WILFRIED LOTH, *Documents on the History of European Integration,* Berlin – New York, 1985–1988 (3 vol. parus). Du même LIPGENS, l'ouvrage fondamental: *Die Anfänge der europäischen Einigungspolitik 1945–1950,* I. Teil: *1945–1947,* Stuttgart, 1977. Plus récent, T. WYRWA, *L'idée européenne dans la Résistance à travers la presse clandestine en France et en Pologne 1939–1945,* Paris, 1987.

2 Ce que déplorait, s'agissant de l'Eglise catholique, l'historien français JEAN-MARIE MAYEUR en conclusion d'un premier colloque sur le sujet en 1979 (in ALBERT BECKMANN et autres, *Wahlen zum Europäischen Parlament, Stellungsnahmen der Kirchen und der Christen. Positions des Eglises et des chrétiens lors des premières élections au Parlement européen,* Kehl am Rhein – Strasbourg, 1982, p. 92).

3 PIERRE GUILLEN, «Introduction», *Relations internationales,* n° 27, automne 1981, p. 274.

L'enquête patiente que je viens de consacrer à l'engagement européen du Vatican et des milieux catholiques après 1945 s'inspire de la même démarche. Elle m'a conduit à localiser plusieurs foyers internationalistes d'inspiration chrétienne au lendemain de la guerre[4]. Parmi ceux-ci, la Suisse dans son ensemble, et plus spécialement dans sa partie romande, occupe une place à part, tant du côté catholique que protestant, en raison de sa position géographique au cœur de l'Europe et de la neutralité de son sol préservé des atteintes de la guerre.

Il importe toutefois de se demander, avant d'entrer dans le détail de l'analyse, si le passage de la guerre n'a pas modifié en profondeur le paysage spirituel de la Suisse. A première vue, et sous bénéfice d'inventaire, la césure de 1945 ne présente qu'une signification limitée pour les institutions religieuses de notre pays qui n'enregistrent pas de bouleversements comparables à ce qui se produit dans les pays voisins (épuration, restructuration, renouvellement). Cette apparente immobilité ne saurait pourtant masquer le fait qu'elles participent, elles aussi, de l'effervescence spirituelle qui caractérise cette période de recommencement[5]. Conscientes d'une ‹mission› particulière de la Suisse dans le rapprochement des peuples hier encore ennemis, elles ne restent pas inertes dans l'œuvre de reconstruction en cours et c'est en leur sein que surgissent quelques-unes des initiatives les plus fécondes de l'immédiat après-guerre. Dès 1949, certains intellectuels chrétiens parmi les plus éminents vont jusqu'à remettre en cause la neutralité suisse dans une Europe en marche vers son union. Il n'est peut-être pas inutile de réapprendre ce passé à l'heure où ces interrogations retrouvent une certaine actualité dans le débat public. Le propos de cet article est de montrer l'implication de la Suisse dans le renouveau de l'internationalisme chrétien après 1945 et par là même de cerner le rôle des milieux helvétiques dans l'élaboration d'une nouvelle conscience européenne. Nous limiterons notre enquête à la Suisse romande, en prenant successivement en considération le pôle catholique organisé autour de l'Université de Fribourg, le pôle protestant centré à Genève avec le siège du Conseil œcuménique des Eglises en formation, enfin le pôle plus ‹œcuménique› du Réarmement moral établi à Caux-sur-Montreux[6].

4 La thèse en question s'intitule «Les catholiques, le Vatican et l'unification européenne (1947–1957). Une approche de l'internationalisme chrétien au temps de la guerre froide» et a été soutenue récemment à l'Université de Genève. J'en ai publié un aperçu sous le titre «Le Vatican et l'Europe 1947–1957» dans *Storia delle relazioni internazionali,* IV, 1988/1, pp. 47–83.

5 Je renvoie sur ce point à ma contribution sur «La vie religieuse en Suisse 1914–1958» dans *Histoire du christianisme.* Vol. XII: *Les Eglises au temps des guerres mondiales et des totalitarismes,* Paris, 1989, à paraître.

6 Ce texte est la version retravaillée d'une communication sur le même thème présentée à Genève en novembre 1985 dans le cadre d'un colloque sur «La Suisse et l'Europe 1945–1950» organisé par l'Institut universitaire d'études européennes et la Fondation Archives européennes.

1. Le rôle de Fribourg

Sans vouloir refaire les étapes d'une histoire souvent évoquée mais encore mal connue sous bien des aspects, il convient de noter que Fribourg n'avait cessé, depuis la fondation de l'Union qui porte son nom en 1884 par le futur cardinal Mermillod et surtout grâce au rayonnement de son université fondée en 1889, d'affirmer une vocation internationale dans le monde catholique européen. Dans l'*Encyclopédie du canton de Fribourg* parue en 1977, le professeur Ramon Sugranyes de Franch, ancien secrétaire général de Pax Romana et à ce titre protagoniste de premier plan de l'histoire racontée ici, pouvait écrire que:

> «Plus on s'éloigne de la Suisse et plus la renommée de Fribourg devient notoire: l'expérience est à la portée de tout voyageur. Dans les pays lointains, ce qu'on connaît de la Suisse, à part les montres et les calendriers de la Swissair, se réduit à fort peu de choses: pour les financiers, c'est Zurich; pour les hommes politiques – et pour les protestants – c'est Genève; pour les touristes riches c'est Interlaken, mais pour les catholiques c'est Fribourg»[7].

Vu sous cet angle, l'entre-deux-guerres représenta «un second temps fort, après les années 1880» (Roland Ruffieux)[8]. Dès le début des années vingt en effet, l'Union catholique d'études internationales (U.C.E.I.), créée à Fribourg en 1917 à l'initiative du baron de Montenach, s'était efforcée de représenter les intérêts de la pensée catholique dans les débats de la S.d.N. et de sensibiliser les catholiques à cet organisme[9]. Son président, le comte Gonzague de Reynold, avait joué un rôle en vue au sein de la Commission de coopération intellectuelle mise en place à partir de 1922[10]. Les Semaines catholiques internationales de Genève organisées entre 1929 et 1932 en marge des sessions de l'Assemblée de la S.d.N. lui permirent d'étendre son audience au-delà des cercles soumis à l'influence de l'Eglise[11]. C'est en 1927 enfin qu'elle avait pris l'initiative de réunir à Fribourg les responsables des diverses associations internationales catholiques, donnant ainsi naissance à une Conférence des présidents qui allait continuer de siéger régulièrement jusqu'à la veille du second conflit mondial[12]. La fondation de la Confédéra-

7 *Encyclopédie du canton de Fribourg,* t. I, Fribourg, 1977, p. 195.

8 *Histoire du canton de Fribourg,* t. II, Fribourg, 1981, p. 995.

9 Sur cette association, on verra le mémoire de licence de MARIUS MICHAUD, *Les efforts de la Suisse en faveur d'une meilleure compréhension internationale, 1914–1939,* Fribourg, 1964, en attendant celui en préparation, consacré à l'U.C.E.I., de Philippe Trinchan.

10 Voir à ce propos ses *Mémoires,* t. 3, Genève, 1963, pp. 380–477.

11 *Les grands problèmes internationaux de l'heure présente,* Paris, 1930; *La pensée catholique contemporaine au service de la paix,* Paris, 1931; *Les grandes activités de la Société des nations devant la pensée chrétienne,* Paris, 1932; *Le désarmement moral et la pensée chrétienne,* Paris, 1933.

12 Sur cet organisme, l'étude d'A. MATTIAZZO, «La Conferenza dei presidenti delle organizzazioni internazionali cattoliche», *Studia patavina,* XXIV (1977), pp. 335–367. Du même auteur, pour une vue d'ensemble: «Le internazionali cattoliche: origini e programmi», *Genesi della coscienza internazionalista nei cattolici fra '800 e '900,* Padoue, 1983, pp. 59–168.

tion internationale des étudiants de Pax Romana animée par l'abbé Gremaud (1921)[13], celle du Foyer de St-Justin à destination des étudiants du tiers-monde par le futur évêque du diocèse Mgr Charrière (1927), ainsi que, sur un autre plan, les très importantes rencontres théologiques coordonnées par le même Charrière sur la moralité de la guerre (1931)[14], venaient compléter ce faisceau d'initiatives et faire de Fribourg l'un des lieux d'éveil privilégiés de la «conscience internationale» des élites catholiques[15].

L'éclatement de la guerre marqua l'échec de ces efforts, déjà ruinés en grande partie après l'arrivée au pouvoir de Hitler. L'impuissance de la S.d.N. à freiner le cours des événements rejaillit sur les associations qui s'étaient formées pour la soutenir, telle l'Union catholique d'études internationales entrée en sommeil dès le milieu des années trente. Plus indépendant de cette conjoncture, le secrétariat fribourgeois de Pax Romana trouva une utilité à la mesure des graves événements qui se déclaraient: l'aide aux étudiants prisonniers ou victimes du conflit[16]. L'Université de Fribourg dut faire face, comme lors du premier cataclysme, à un afflux d'étudiants, internés ou réfugiés, en provenance des pays catholiques (Pologne notamment)[17]. Cet apport extérieur, tout en renforçant le caractère international de la haute école catholique, allait contribuer à nourrir le débat intellectuel autour de la reconstruction du continent après la guerre auquel les radiomessages pontificaux semblaient convier les catholiques[18].

Dès Noël 1939, s'appuyant sur les principes de la grande tradition catholique du droit naturel illustrée par Suarez, Vittoria et Taparelli d'Azeglio[19], Pie XII indiquait les «présupposés» à la fois moraux (victoire sur la haine,

13 Voir l'étude ponctuelle d'Urs Altermatt (in Zusammenarbeit mit Josef Widmer), «Die Gründung der Pax Romana im Jahre 1921», *Pax Romana 1921–1981. Fondation et développement,* Fribourg, 1981, pp. 7–30.

14 *Paix et guerre,* Paris, 1932. Pour plus d'informations, la biographie du père Paul Droulers s.j., *Politique sociale et christianisme. Le père Desbuquois et l'«Action populaire».* II: *Dans la gestation d'un monde nouveau (1919–1946),* Paris – Rome, 1981, pp. 329–331.

15 Jacques Gadille, «Conscience internationale et conscience sociale dans les milieux catholiques d'expression française dans l'entre-deux-guerres», *Relations internationales,* n° 27, automne 1981, pp. 361–374.

16 Sur ces efforts, le témoignage de Roger Pochon, «Quarante ans déjà», *Pax Romana 1921–1961,* Fribourg, 1961, pp. 13–15.

17 Cf. l'article de Roland Ruffieux, «L'Université de Fribourg face aux deux guerres mondiales. Esquisse d'une problématique», *Kirche, Staat und katholische Wissenschaft in der Neuzeit. Festschrift für Herbert Raab zum 65. Geburtstag am 16. März 1988,* éd. par Albert Portmann-Tinguely, avec la collaboration de M. Harris, A. Steigmeier et W. Trouler, Paderborn – Munich – Vienne – Zurich, 1988, pp. 524–525.

18 *Documents pontificaux de Sa Sainteté Pie XII,* t. I *(1939)* – IV *(1942),* Saint-Maurice, 1962–1963. Pour une analyse théologique de ces textes, la somme du père René Coste, *Le problème du droit de guerre dans la pensée de Pie XII,* Paris, Aubier, 1962.

19 Sur cet aspect, Jean-Marie Mayeur, «Pie XII et l'Europe», *Relations internationales,* n° 28, hiver 1981, pp. 413–425; Antonio Acerbi, *La Chiesa nel tempo. Sguardi sui progetti di relazione tra Chiesa e società civile negli ultimi cento anni,* Milan, 1984, pp. 161ff.

victoire sur la défiance, victoire sur le principe utilitariste, victoire sur les inégalités économiques, victoire sur l'égoïsme) et juridiques (droit à l'indépendance de toutes les nations, respect des minorités nationales, équitable répartition des richesses, désarmement, respect de Dieu et de sa loi) d'un nouvel ordre de paix[20]. Ces directives hardies rejoignaient les appels à construire une union fédérale européenne lancés d'exil par des penseurs catholiques comme Jacques Maritain dès le printemps 1940[21]. En étroite consonnance de pensée avec ce dernier, l'abbé Charles Journet, professeur au Grand Séminaire de Fribourg, qui n'avait pas mâché ses mots jusqu'alors pour dénoncer le danger totalitaire et protester contre le racisme et les déportations, se félicitait dans sa revue *Nova et Vetera* de la portée des messages du pape qui lui apparaissaient «comme un signe des temps» et lui semblaient «revêtir une importance extraordinaire»[22]. Lorsqu'en avril 1945 les élites de Pax Romana tenteront de rétablir les bases de leur collaboration lors d'une réunion tenue à Montbarry près de Fribourg en présence du théologien, c'est à partir de ces enseignements du magistère qu'elles tenteront d'orienter leur réflexion[23].

L'exigence formulée par Pie XII d'un «ordre nouveau» pour l'Europe ne pouvait qu'être accueillie favorablement par le groupe de ceux qui, en Suisse romande et au nom d'une philosophie spiritualiste d'essence catholique le plus souvent, avaient appelé leur pays, au lendemain de la défaite française de juin 1940, à s'engager dans la voie de la rénovation nationale[24]. Dès l'instant où celle-ci paraissait remise en cause par suite des revers militaires des forces censées l'inspirer, il apparut que les directives papales pouvaient

20 GUIDO GONNELLA, *Presupposti di un ordine internazionale,* Città del Vaticano, 1942 (rééd. sous le titre *Dalla guerra alla ricostruzione,* Rome, 1983).

21 Texte original français dans JACQUES et RAÏSSA MARITAIN. *Œuvres complètes,* vol. VII: *1939–1943,* Fribourg – Paris, 1988, pp. 993–1016. Sur l'attitude du philosophe dans la guerre, on verra les *Cahiers Jacques Maritain,* n°s 16–17, avril 1988, qui publient sa correspondance avec Charles de Gaulle.

22 CHARLES JOURNET, «Les cinq points des messages pontificaux de Noël», *Nova et Vetera,* février 1943 (repris dans *Théologie de la politique,* introduit et présenté par MARIE-AGNÈS CABANNE, Fribourg, 1987, pp. 119–151). Sur ses ennuis avec la censure fédérale, M.-A. CABANNE, «Charles Journet, un théologien qui s'engage dans la foi», *Nova et Vetera,* avril–juin 1985, pp. 81–87. Pour une vue d'ensemble, la contribution de VICTOR CONZEMIUS, «Christliche Widerstandsliteratur in der Schweiz 1933–1945», *Christliches Exil und christlicher Widerstand,* éd. par W. FRÜHWALD et H. HÜRTEN, Regensburg, 1987, pp. 225–262.

23 Parmi les délégués venus de divers pays figuraient les Espagnols Joaquin Ruiz Gimenez, alors président de Pax Romana, et Alberto Martin Artajo, qui allaient tous deux accepter d'entrer dans le gouvernement de Franco. L'Italie était représentée, entre autres, par Amintore Fanfani, futur ministre et secrétaire général de la D.C. (selon GUY HERMET, *Les catholiques dans l'Espagne franquiste,* t. II: *Chronique d'une dictature,* Paris, 1981, p. 188).

24 Voir l'article de ROLAND RUFFIEUX, «De l'‹ordre nouveau› à de nouvelles préoccupations: le débat idéologique en Suisse romande», *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale,* n° 121, janvier 1981, pp. 97ff., ainsi que la thèse de JACQUES MEURANT, *La presse et l'opinion de la Suisse romande face à l'Europe en guerre, 1939–1941,* Neuchâtel, 1976.

fournir un fondement solide à leur discours sur la reconstruction d'après-guerre. En janvier 1944, l'un d'eux, le Vaudois Pierre-Louis Guye, qui s'était signalé au début de l'affrontement par ses écrits corporatistes[25], élaborait un projet de ‹Ligue fédéraliste européenne› et prenait soin de l'adresser à «un nombre restreint de personnes» avec lesquelles il se trouvait «en rapports oraux ou épistolaires depuis plusieurs années». Parmi elles, on relevait les noms d'Alexandre Cingria[26], René Leyvraz[27], Jean-Marie Musy[28] et Gonzague de Reynold. La Ligue projetée, dont le siège serait fixé à Fribourg et qui se voulait «nettement et officiellement d'inspiration catholique», aurait pour but de promouvoir la solidarité européenne «par la fédération des peuples d'Europe».

> «Dans les circonstances actuelles, les Suisses sont bien placés pour être à l'origine de la fondation d'une telle ‹Ligue fédéraliste européenne›. La Suisse ne doit-elle pas se vouer à son rôle d'élément pacificateur et ordonnateur en Europe, rôle qui paraît conforme à sa mission spécifique. Or, elle doit remplir ce rôle certes avec la plus grande prudence et la diplomatie la plus avertie, mais aussi avec la résolution la plus vive et la plus tenace. D'ailleurs, il est de l'intérêt même de la Suisse de vivre dans une Europe pacifiée et prospère»[29].

Cette idée d'une «mission internationale» de la Suisse trouvait un large écho au sein de la Société des étudiants suisses où l'on soulignait la continuité entre la mentalité transnationale du Haut Moyen-Age et l'esprit de résistance du ‹Réduit national› et demandait, sur la base des mêmes valeurs, d'abandonner cette attitude de repli «pour coopérer de manière constructive à l'édification d'un nouvel ordre international»[30]. La Suisse à cet égard, avec son système fédéraliste et ses institutions décentralisées, pouvait servir de modèle à la nouvelle Europe en gestation. Dans *L'Europe helvétique* paru aux éditions de la Baconnière en 1943, Léon Van Vassenhove, un journaliste catholique français vivant à Berne depuis 1940 et qui allait soutenir une thèse

25 *L'organisation corporative des professions dans la Confédération suisse,* Lausanne, 1939; *Esquisse d'une rénovation des institutions politiques de la Confédération suisse,* Lausanne, 1942.

26 Artiste-peintre d'origine dalmate né à Genève en 1879, mort en 1945, membre fondateur, avec de Reynold, de la Nouvelle Société helvétique (1914). A ce sujet le mémoire de licence de C. Guanzini, *Les origines de la Nouvelle Société Helvétique 1911–1914,* Lausanne, 1985.

27 Publiciste d'origine vaudoise (1898–1973), converti au catholicisme en 1921, rédacteur en chef du *Courrier de Genève* (1922–1935), de *La Liberté syndicale* (1935–1940), puis de l'*Echo illustré* (1940–1945), partisan des thèses corporatistes à la veille de la guerre (cf. ses *Principes d'un ordre nouveau,* Lausanne, 1939), membre fondateur de la Ligue du Gothard (1940). Sur le personnage et son itinéraire, les évocations récentes de Charles F. Pochon et Pierre Dufresne dans *Choisir,* juin et juillet 1988.

28 Homme politique fribourgeois (1876–1952), conseiller fédéral de 1919 à 1934, puis conseiller national (1935–1939), favorable à une fédération des peuples européens dirigée contre le communisme incluant la Suisse (cf. son recueil *La Suisse est devant son destin,* Montreux, 1941).

29 Lettre du Pierre-Louis Guye à Gonzague de Reynold, 23 janvier 1944, Papiers de Reynold (BN, Action 61, 1–2).

30 Willy Buechi, «Unsere internationale Sendung», *Civitas,* 1945–1946, pp. 211–220.

d'histoire à l'université de Fribourg sous la direction de Gaston Castella avec Gonzague de Reynold comme rapporteur en 1945[31], retraçait minutieusement «la genèse de la Confédération helvétique» et réfléchissait sur «les possibilités d'adaptation» de cette idée à l'Europe, avant d'esquisser en conclusion «un projet de constitution fédérale européenne» calqué sur ces mêmes institutions[32]. Du côté de l'émigration catholique allemande opposée à Hitler, qu'elle soit le fait d'hommes politiques comme le Sarrois Jakob Kindt-Kiefer[33], ou qu'elle émane d'intellectuels soucieux de mettre un terme à l'hégémonie prussienne comme Karl Thieme[34], Franz Albert Kramer[35] ou encore Walter Ferber[36], l'attention aux vertus du modèle suisse n'était pas moins grande. Pie XII lui-même, en familier qu'il était de notre pays où il avait l'habitude de se rendre chaque été avant son élection au pontificat, fera sien ce credo fédéraliste devant un groupe de journalistes helvétiques en avril 1946: «La Suisse, dira-t-il, est en petit ce que beaucoup souhaitent en grand comme le salut de l'Europe»[37].

S'il était un homme convaincu des mérites du système suisse au point de passer pour l'un de ses meilleurs spécialistes, c'était bien le conseiller d'Etat fribourgeois Joseph Piller[38]. Né en 1890, formé à l'école bénédictine d'Einsiedeln, parfaitement bilingue et doté d'une large ouverture à la culture

31 Léon van Vassenhove, *Guerre et diplomatie. Les médiations des grandes puissances pendant la crise de juillet 1914,* Thèse de lettres présentée à l'Université de Fribourg, 1945.

32 Id., *L'Europe helvétique. Etude sur les possibilités d'adapter à l'Europe les institutions de la Confédération suisse,* Neuchâtel, 1943.

33 *Europas Wiedergeburt durch genossenschaftlichen Aufbau,* Berne, 1944.

34 Né en 1902 à Leipzig de mère bâloise, converti au catholicisme en 1934, membre de l'équipe rédactionnelle de *Junge Front / Michael* puis collaborateur des *Deutsche Briefe* à partir de 1936, naturalisé suisse pendant la guerre, Karl Thieme s'engagera après 1945 en faveur du fédéralisme européen et sera l'un des pionniers du dialogue entre juifs et chrétiens.

35 Né en 1900, d'origine rhénane, exilé à Berne dans les dernières années de la guerre, adepte des thèses néo-libérales du professeur Wilhelm Röpke de Genève avec lequel il poursuit un dialogue fécond durant toute cette période, fondateur en 1946 de l'hebdomadaire *Rheinischer Merkur* qu'il dirige jusqu'à sa mort en 1950, Franz Albert Kramer défend l'idée d'une Allemagne décentralisée et solidement ancrée à l'Ouest.

36 Né en 1907, fils de mineur de la Ruhr, interné à Dachau puis réfugié en Suisse à partir de 1942, Walter Ferber est accueilli à Fribourg par son compatriote le père Wilhelm Schmidt, professeur d'ethnologie à l'Université, qui le met en contact avec les milieux intellectuels de l'émigration (Kramer, Röpke, Thieme) ainsi qu'avec le secrétariat de Pax Romana. Il assure une forme de liaison entre ce dernier et le cercle de Kramer, qui se révélera particulièrement utile lors de la fondation du *Rheinischer Merkur* à Coblence en zone française, puisque l'officier chargé des questions de presse n'était autre que l'un des interlocuteurs fribourgeois de Pax Romana. Cf. Walter Ferber, «Dem Gedächtnis F. A. Kramers», *Föderalistische Hefte,* avril – juin 1950, pp. 83–50; Otto B. Roegele, «Platz finden im geeinten Europa. Die Neugründung des Rheinischen Merkur 1946: Franz Albert Kramer oder die Frage nach dem Profil», *Rheinischer Merkur / Christ und Welt,* N° 12, 15, 1986.

37 *D.P.,* 1946, p. 122.

38 Faute d'ouvrage biographique à sa mesure, on se reportera à la brochure commémorative déjà ancienne *Joseph Piller 1890–1954. In memoriam,* Fribourg, 1955, qui contient notamment une bibliographie exhaustive de ses écrits et discours.

européenne (il avait étudié à Munich et Paris), Joseph Piller était tout entier pénétré de la vocation de son canton destiné à servir «à la fois la Suisse, l'Europe et l'humanité»[39]. Energique, ce digne successeur du chanoine Schorderet et de Georges Python avait mené à bout de bras, malgré les oppositions, l'agrandissement de l'Université, achevé en 1941 par l'inauguration des bâtiments de Miséricorde. Désireux de faire renaître la tradition de l'Union de Fribourg, il entreprit de créer en 1946 un Institut international de sciences sociales et politiques rattaché à l'Université. A sa tête, il plaça le professeur Eugène Bongras[40] et le père dominicain Arthur Fridolin Utz qu'il avait fait venir à Fribourg pour occuper la chaire d'éthique sociale[41].

Mais cet institut ne risquait-il pas de faire double emploi d'une part avec l'Union catholique d'études internationales qui n'avait pas été dissoute, d'autre part avec le Mouvement des intellectuels de Pax Romana dont le 20e congrès jubiliaire tenu à Fribourg en août 1946 avait décidé la création? Le nouvel évêque du diocèse Mgr François Charrière, qui venait de succéder à Mgr Besson décédé en février 1945, avait été mêlé étroitement, on l'a dit, à l'onde internationaliste des années vingt. Aussi souhaitait-il conserver à Fribourg, «placé par la Providence à la croisée des grandes routes», le «rôle très spécial» que son prédécesseur lui reconnaissait dans le domaine de la collaboration internationale des catholiques[42], et par là même maintenir le contrôle de l'évêché sur les initiatives. Si les efforts tentés pour redonner vie à l'U.C.E.I. ne débouchèrent sur aucun résultat, l'élargissement de Pax Romana en revanche fut officiellement approuvé par le Saint-Siège lors des Journées de Rome d'avril 1947 et Mgr Charrière nommé assistant ecclésiastique général du mouvement[43]. Restait donc à trouver un ‹modus vivendi› entre deux organisations qui, à l'évidence, ne poursuivaient pas le même dessein.

Alors que l'Institut avait été fondé dans le but d'engager une réflexion pratique sur les problèmes européens de l'après-guerre à la lumière de la doctrine sociale catholique, les aînés de Pax Romana, eux, se donnaient pour tâche propre, selon la belle définition d'Etienne Gilson, «d'organiser dans le monde entier la fraternité des esprits qui mettent l'intelligence au service de Dieu»[44]. D'un côté donc, l'ambition d'un ordre continental chrétien dans la

39 JOSEPH PILLER, «Fribourg au point de vue spirituel et au point de vue politique», *Civitas,* 1947/48, p. 452.

40 Né à Sarrebourg en Moselle en 1905, cet ancien membre de l'Institut français de Berlin avait été appelé à Fribourg en 1934 par Joseph Piller pour enseigner l'économie politique et la sociologie.

41 Témoignage à l'auteur du 27 mars 1985.

42 FRANÇOIS CHARRIÈRE, *Son Excellence Monseigneur Marius Besson. Evêque de Lausanne, Genève et Fribourg,* Fribourg, 1945, pp. 101–108.

43 Procès-verbaux des Assemblées des Journées de Rome (9–14 avril 1947), Fribourg, 4 novembre 1948, Archives de Pax Romana.

44 *Les Intellectuels dans la chrétienté,* Rome, 1948, pp. 174–175.

ligne des recommandations pontificales du temps de guerre, de l'autre l'idéal d'une nouvelle chrétienté sans rivages formulé par Jacques Maritain dès le milieu des années trente. Cette divergence d'approche n'excluait pas au demeurant toute forme d'échanges et de collaboration féconde entre les deux organismes basés à Fribourg. C'est ainsi que l'Institut put compter sur le ‹réseau› des correspondants de Pax Romana pour la mise sur pied de sa première réunion internationale tenue à Fribourg en novembre 1947[45]. Les élites du M.I.I.C. quant à elles trouvèrent dans les cahiers de la revue *Politeia,* éditée par l'Institut à partir de 1948, une publication accueillante pour leurs délibérations de Ware (août 1948) sur les droits de l'homme[46]. Ces bonnes dispositions de départ se heurtèrent rapidement à une conjoncture de scission qui demandait de choisir son camp.

Dès l'automne 1947 en effet, l'Institut fondé par Joseph Piller encouragea le développement d'une réflexion transnationale au sein des élites catholiques sur le fédéralisme européen. Un premier échange de vues sur le sujet eut lieu à Fribourg du 6 au 9 novembre 1947. S'y retrouvèrent plusieurs personnalités de premier plan connues pour leur conviction fédéraliste européenne comme Léon Van Vassenhove[47] ou Karl Thieme[48] dont nous avons parlé, mais aussi l'écrivain allemand Eugen Kogon, directeur des *Frankfurter Hefte*[49], le sénateur vénitien Celeste Bastianetto[50], le ministre bavarois Alois Hundhammer[51] ou le député français Maurice-René Simonnet[52]. La résolution finale réclamait l'union des Etats européens et proposait la mise en place «d'organismes sociaux, économiques et culturels de collaboration» afin de créer «les conditions nécessaires à l'union politique de l'Europe» dans le cadre d'«une fédération d'Etats à droits égaux»[53]. Une deuxième réunion,

45 Les buts de l'Institut avaient été présentés aux délégués présents à l'Assemblée constitutive de Rome (avril 1947) par le professeur Bongras. La création d'un Centre international d'Etudes économiques et sociales rattaché au M.I.I.C. et ayant son siège à l'Institut avait même été envisagée (*Pax Romana,* II, nº 3, août 1948, p. 7).

46 *Politeia,* II/1, 1950/1.

47 Léon van Vassenhove, «Problèmes de l'ordre fédéraliste», *ibid.,* I/1, 1948/49, pp. 28–30.

48 Karl Thieme, «Föderalismus und Subsidiaritätsprinzip», *ibid.,* pp. 11–17.

49 Né en 1903, d'origine juive, interné à Buchenwald pendant la guerre, membre fondateur de la C.D.U. en Hesse (1945), ce partisan d'un socialisme d'inspiration chrétienne occupera des responsabilités importantes dans le mouvement européen: président d'Europa-Union (1949), président de l'Union européenne des fédéralistes (1952). Il est mort en décembre 1987.

50 Né en 1899, ancien membre du Parti populaire de Sturzo, résistant, Celeste Bastianetto était intervenu dans les débats de l'Assemblée constituante pour réclamer l'introduction d'une disposition favorable à l'unification de l'Europe.

51 Né en 1900, ancien membre du Parti populaire bavarois, interné à Dachau après 1933, représentant de l'aile conservatrice de la nouvelle C.S.U., Alois Hundhammer était partisan d'une Allemagne décentralisée dans le cadre d'une Europe fédérale.

52 Né en 1919, directeur des *Cahiers de notre jeunesse* pendant la guerre, Maurice-René Simonnet incarne la génération montante du M.R.P. dont il sera le secrétaire général de 1955 à 1962. Député au Parlement européen (1979–1984), il est décédé l'année dernière.

53 *Politeia,* I/1, 1948/49, pp. 140–143.

tenue à Ratisbonne cette fois en avril 1948 à l'intiative de la Section allemande de l'Institut, fournit l'occasion d'une prise de contact utile à la veille du grand congrès des mouvements européens de La Haye prévu pour le début mai[54]. Présent lui-même à ce congrès, le professeur Eugène Bongras dressait dans *Politeia* un bilan comparé des deux réunions, qui accusaient, selon lui, «certaines différences fondamentales». Tandis que la réunion de Ratisbonne, en dépit d'«opinions nationales souvent très prononcées» avait pu se dérouler «dans une atmosphère d'harmonie» grâce à l'existence d'une «base commune» (la philosophie sociale catholique), celle de La Haye avait donné lieu à des «oppositions latentes» et à de graves divergences:

> «Nous avons pu nous pénétrer de cette vérité, écrivait le directeur de l'Institut, que le mot d'ordre seul de fédération ne résout pas tout s'il ne s'insère pas dans une doctrine plus vaste qui englobe la vie sociale et politique toute entière»[55].

Lors d'une troisième session d'études convoquée à Fribourg en octobre 1948, Joseph Piller, qui avait retrouvé son poste de professeur de droit public à l'université après son échec aux élections cantonales de 1946, défendit l'idée de «communautés supra-étatiques» pour l'accomplissement de certaines tâches dépassant l'Etat et «qui intéressent une partie ou la totalité d'un continent»[56]. C'était là suggérer une méthode qui, moins de deux ans plus tard, allait connaître la fortune que l'on sait avec le plan Schuman.

Si les travaux de l'Institut de Fribourg n'avaient pas manqué d'éveiller la sympathie des milieux romains dès l'origine[57], les intellectuels de Pax Romana avaient dû se contenter pour leur part d'un modeste et très formel

54 Le texte final adopté à Ratisbonne était nettement en retrait par rapport à celui de Fribourg. On n'y parlait plus d'«une fédération d'Etats à droits égaux», mais de «l'urgence, chaque jour croissante, de la création de pouvoirs fédéraux européens dotés d'attributions suffisamment étendues pour agir efficacement selon les principes de la civilisation européenne» (*ibid.*, pp. 75–76).

55 EUGÈNE BONGRAS, «En marge de deux congrès», *ibid.*, I/2, 1948/49, pp. 140–143.

56 JOSEPH PILLER, «La conception fédéraliste. Sa réalisation dans l'ordre juridique», *ibid.*, I/3–4, 1948/49, pp. 258ff.

57 Témoignage à l'auteur du cardinal Pietro Pavan (Rome, 11 novembre 1986), qui m'a confirmé son rôle de représentant ‹officieux› du Vatican aux réunions de l'Institut. On en veut pour preuve également la mission confiée à l'Institut par la secrétairerie d'Etat (Mgr Tardini) en juillet 1949, d'ériger à Strasbourg, siège de l'Assemblée du Conseil de l'Europe nouvellement créé, «un secrétariat» «dans le but d'assurer le contact avec les délégués chrétiens et de leur fournir dans le même temps la documentation scientifique nécessaire». Après une enquête sur place du professeur Bongras, la direction de l'Institut répondit que la viabilité d'un tel organisme dépendait de «solides moyens financiers» (Bisherige Tätigkeit und weiterer Ausbau des Instituts, im September 1949, Papiers Joseph Piller). Ledit secrétariat verra néanmoins le jour grâce aux efforts d'autres milieux (sur ce point, je renvoie aux développements de ma thèse). Quant au grand congrès d'études sociales organisé à Rome en 1950 à l'occasion de l'Année sainte, au cours duquel les participants furent reçus par le pape et le président De Gasperi, il constitua une forme de consécration ecclésiale pour l'Institut fribourgeois, dont l'influence ira déclinant dans les années suivantes à la suite notamment du décès de Joseph Piller en février 1954.

télégramme d'encouragement de Pie XII lors des assises d'avril 1947. Assurés de l'appui bienveillant du substitut Mgr Montini[58], ils affectaient de reconnaître dans les écrits de l'abbé Journet la justification d'une mission qu'ils voulaient étrangère à toute idée de croisade:

> «Si machiavélique, si athée même que soit l'idéal des peuples en conflit, écrivait le théologien fribourgeois au plus fort de la tourmente, ce n'est pas un idéal de croisade qu'elle (l'Eglise) considère comme son devoir de prêcher à l'humanité encore toute chancelante du coup des deux premières guerres d'extermination. C'est un idéal de justice temporelle, de fidélité temporelle, de paix temporelle»[59].

L'une des préoccupations dominantes des dirigeants du M.I.I.C. était d'apporter leur concours au développement des nouvelles institutions internationales mises en places par les nations (ONU, UNESCO). La reconnaissance que ces dernières entendaient accorder aux organisations non gouvernementales (O.N.G.) par l'octroi d'un statut consultatif semblait porteuse d'une promesse d'influence accrue pour les Eglises dans l'élaboration de la communauté des peuples. Tout restait cependant à faire dans ce domaine. Dès janvier 1948, Jacqueline de Romer, qui avait suivi les travaux de la deuxième session de la Commission des droits de l'homme tenue à Genève en décembre 1947 pour le compte de l'Union internationale des Ligues féminines catholiques, appelait les responsables de Pax Romana et, à travers eux, les délégués des organisations internationales catholiques qui devaient se réunir quelques jours plus tard à Fribourg dans le cadre de la Conférence des présidents, à «une rénovation des méthodes» «à une heure où le Catholicisme est plus que jamais sur la ligne de front»[60]. L'intérêt des intellectuels de Pax Romana pour le projet de déclaration sur les droits de l'homme, dont Jacques Maritain venait de démontrer qu'il pouvait faire l'objet d'une convergence pratique par delà les désaccords d'idéologies au nom du bien commun de l'humanité[61], aboutit à la rédaction d'un mémorandum qui fut transmis au président de la Commission des Nations Unies en septembre 1948[62]. En 1949, alors que les étudiants étaient conviés à des cours d'été à l'université de Fribourg (du 18 juillet au 27 août 1949) sur le thème de «l'Europe au-

58 Ramon Sugranyes de Franch, *Le Christ dans le monde,* Paris, Fayard, 1972, pp. 68–69.

59 Charles Journet, «De la croisade à la mission», *Nova et Vetera,* 1948/3, pp. 193–197.

60 Lettre à Ramon Sugranyes de Franch, Secrétariat de Pax Romana, 15 janvier 1948, Archives de Pax Romana. Née en 1899, d'origine lithuanienne, J. de Romer avait servi dans le cadre de la S.d.N. dès les années vingt, avant de se consacrer à l'œuvre de secours Pro Polonia durant la guerre. C'est à elle que l'on doit la fondation en 1950 du Centre d'Information des O.I.C. auprès des Nations unies qu'elle dirigea jusqu'à sa mort en 1956.

61 Allocution à la deuxième session de la Conférence générale de l'UNESCO, 6 novembre 1947, in *Célébration du centenaire de la naissance de Jacques Maritain 1882–1973,* Unesco, 1983, pp. 7–18.

62 Sur l'ensemble de ces efforts, je renvoie à ma petite contribution intitulée «Les Eglises chrétiennes et la Déclaration de 1948: rejet ou ralliement?», in *Universalité des Droits de l'homme et diversité des cultures. Les Actes du 1er Colloque Interuniversitaire, Fribourg 1982,* Fribourg, 1984, pp. 203–213.

jourd'hui» à l'initiative de Joseph Piller[63], le mouvement tint sa troisième assemblée à Luxembourg sur le thème de «l'universalisme chrétien» avec l'abbé Journet parmi les conférenciers[64]. Revenant sur ce congrès à près de quarante ans de distance, le secrétaire général d'alors, Ramon Sugranyes de Franch, reconnaît que ce thème avait été «un véritable cheval de bataille» pour les dirigeants de Pax Romana:

> «... dans les premières années du MIIC, se souvient-il, notre prise de position ‹mondialiste› était une claire réponse à ceux qui – déjà – éprouvaient comme une réticence à l'égard des hommes de couleur et de la montée de ce qui ne s'appelait pas encore le Tiers-Monde et couvraient leurs craintes avec une exaltation mystique de l'Europe ‹chrétienne›»[65].

Cette relative tiédeur n'empêcha pas le mouvement de participer à la Conférence européenne de la Culture en décembre 1949 à Lausanne. Dans une adresse commune à la Conférence, les délégués catholiques emmenés par l'aumônier du M.I.I.C. Mgr Romain Pittet, présentaient l'union européenne «comme un apport précieux à la sauvegarde de la civilisation chrétienne» et souhaitaient que soient prises «sans retard» «les mesures essentielles pour la réaliser» «dans l'intérêt de la paix mondiale»[66]. Bien au-delà de cette prise de position contingente, et sans se départir d'une certaine méfiance à l'égard de l'unification continentale présentée comme un absolu, Pax Romana apporta sa pierre au rapprochement des élites catholiques après la guerre, comme l'avaient fait ses premiers rassemblements dans les années vingt[67].

2. Le foyer genevois

Nul besoin de remonter bien haut dans le temps pour découvrir l'importance de Genève dans les relations internationales et transnationales contemporaines. Il n'est pour s'en convaincre qu'à relire le portrait tout de finesse et de pénétration que Robert de Traz traçait de l'‹esprit› de sa cité à la

63 Cf. Rosemarie Goldie, «The Idea of Europe and the Catholic Laity. A Backward Glance (1948–1966)», in *Pro Fide et Iustitia. Festschrift für Agostino Kardinal Casaroli zum 70. Geburtstag,* éd. par H. Schambeck, Berlin, 1984, pp. 137ff.

64 *Pax Romana* août–septembre 1949, p. 8.

65 Ramon Sugranyes de Franch, «Le mouvement international des intellectuels catholiques au bout de quarante ans», *Mémoire et espérance. Pax Romana-MIIC 1947–1987,* 1987, p. 7.

66 *Pax Romana,* nº 9, février 1950.

67 «In der Zeit nach dem Ersten Weltkrieg stand der europäische Ausgleich im Vordergrund. Für die Verständigung zwischen Frankreich und Deutschland trug Pax Romana viel bei. Dieses Versöhnungswerk zeitigte sogar nach dem Zweiten Weltkrieg bedeutungsvolle Konsequenzen. Die ‹christlich-demokratischen› Parteien nach 1945 enstanden nämlich aus einem dichten Netz bereits bestehender katholischer Organisationen. Das Triumvirat Adenauer-Schuman-de Gasperi stammte ursprünglich aus der katholischen Studentenbewegung. Der gemeinsame christlich-demokratische Hintergrund dieser europäischen Spitzenpolitiker förderte die Integrationsbewegung. In der Tat war die europäische Integration nach dem Zweiten

fin des années vingt, aux plus belles heures de la Société des Nations[68]. Capitale politique et intellectuelle, celle que l'on avait coutume d'appeler la ‹Rome protestante› était devenue aussi depuis le début du siècle l'un des «hauts lieux de l'œcuménisme». Plusieurs organisations, telles l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens (dès 1858) ou la Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants (dès 1908), y avaient établi leurs quartiers. C'est dans cette même ville que s'étaient tenues les réunions préparatoires à la fameuse Conférence de Stockholm (19–30 août 1925), qui devait donner naissance au mouvement du Christianisme pratique[69]. Au cours de ce premier grand rassemblement œcuménique, les Eglises présentes avaient manifesté leur souci d'une application concrète des exigences de l'Evangile à la vie internationale[70] et exprimé, dans la ligne de pensée de l'archevêque suédois Nathan Söderblom, l'étroite solidarité entre la paix du monde et l'union des chrétiens[71]. Ce fut l'une des tâches de l'Institut international du christianisme pratique mis sur pied à Genève sous la responsabilité du pasteur Adolphe Keller[72] d'assurer une présence chrétienne dans les rouages de la S.d.N.[73].

Les années de guerre virent s'affirmer encore davantage la vocation œcuménique de la cité de Calvin. Etabli à Genève, le bureau du jeune Conseil en formation, dont la création avait été décidée lors de la rencontre d'Utrecht en 1938, servit de lien entre les Eglises des pays européens placés sous le joug nazi et le reste de la communauté œcuménique. Son directeur, le pasteur hollandais Willem Adolf Visser't Hooft, un disciple de Karl Barth farouchement opposé à toutes les formes de totalitarisme[74], fut à la fois l'âme et la

Weltkrieg zunächst das Werk einer Handvoll katholischer Staatsmänner, die in der Nachkriegszeit eine gemeinsame Tradition und Weltanschauung, einen gemeinsamen Lebensstil und eine gemeinsame Sprache besassen. Das böse Wort eines Sozialistenführers vom ‹Vatikanischen Europa› war nicht grundlos (URS ALTERMATT, «Die Gründung Pax Romana im Jahre 1921», in *Pax Romana 1921–1981,* p. 23).

68 *L'esprit de Genève,* Genève, 1929.

69 Cf. les pages dues à RÉMY JEQUIER, «Genève, haut-lieu de l'œcuménisme», in *L'Encyclopédie du canton de Genève. 5. Les religions,* Genève, 1986, pp. 213–216.

70 A ce propos, le texte de l'évêque américain CHARLES BRENT, «Les applications de l'Evangile à la Vie nationale et internationale», *Revue du christianisme social,* octobre–novembre 1925, pp. 1078–1081.

71 Sur ce thème, l'article de JEAN BAUBÉROT, «L'archevêque luthérien Nathan Söderblom et la création du mouvement œcuménique ‹Life and Work›», *Revue historique,* 1979/1, pp. 51–78.

72 Pasteur, professeur de théologie aux universités de Zurich et de Genève, Adolphe Keller (1872–1963) était l'un des initiateurs de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse fondée en 1920.

73 ADOLF KELLER, *Die Kirchen und der Friede mit besonderer Berücksichtigung ihrer Stellung zum Völkerbund,* Berlin, 1927. Sur cet aspect, l'ouvrage de DARRIL HUDSON, *The Oecumenical Movement in World Affairs,* Londres, 1969.

74 Son nom figure au sommaire de la revue *Suisse contemporaine* en décembre 1941 («Les Eglises en temps de guerre», pp. 837–852), aux côtés de celui de Journet («L'Eglise dans la tempête», pp. 825–836). Voir à ce propos le mémoire de licence de VIRGILIO SCIOLLI, *Une revue résistante: ‹Suisse contemporaine› (1941–1945),* Université de Fribourg, 1985, dactylogr.

cheville ouvrière d'un réseau de renseignements baptisé ‹La route suisse› entre les milieux résistants de son pays d'origine et le gouvernement en exil de Londres[75]. Dès 1941, il attira à plusieurs reprises l'attention des dirigeants du Comité international de la Croix-Rouge avec lesquels il était en étroite relation sur les déportations de juifs en leur demandant d'agir[76]. Soucieux de préparer l'après-guerre, il mit en circulation dès 1943 un «Mémorandum sur les principes communs et les points de désaccord des Eglises touchant le problème de la vie internationale»[77]. C'est chez lui, à son domicile genevois, que se retrouvèrent dans le courant du printemps 1944 quelques-uns des principaux dirigeants des mouvements de résistance antifasciste (Ernesto Rossi, Altioero Spinelli, Jean-Marie Soutou et d'autres) pour élaborer un «Projet de déclaration» réclamant «la création d'une Union fédérale entre les peuples européens»[78]. En février 1946, lors de la première réunion d'après-guerre du Comité provisoire du C.O.E. et sur proposition du bureau de Genève, les délégués présents résolurent de former une Commission des Eglises pour les affaires internationales. Visser't Hooft commente ainsi cette décision dans ses *Mémoires:*

> «Nous avions appris qu'il ne suffisait pas de produire des résolutions sur la paix après chaque rencontre œcuménique. La situation mondiale était si grave que nous ne pouvions espérer apporter quelque contribution chrétienne dans ce domaine que par le travail continu de spécialistes qualifiés»[79].

Régie et financée par les Eglises anglo-saxonnes, la nouvelle Commission mise en place lors de la Conférence de Cambridge (août 1946) situa d'emblée son action dans une perspective mondialiste qui l'engagea à soutenir fidèlement les Nations unies. Elle joua un rôle en vue, grâce au dynamisme de son directeur le pasteur luthérien. O. Frederick Nolde, un homme rompu aux pratiques de la diplomatie multilatérale puisqu'il avait fait partie de la délégation américaine à la Conférence de San Francisco, dans les travaux de la Commission des droits de l'homme en s'appliquant à faire prévaloir une conception extensive de la liberté religieuse que reflète l'article 18 de la

75 W. A. Visser't Hooft, *Le temps du rassemblement. Mémoires,* Paris, Seuil, 1975. Egalement, Andreas Lindt, «Der Ökumenische Rat in Genf während des 2. Weltkrieges», in *Miscellanea Historiae Ecclesiasticae,* VI, Section 4: *Les Eglises chrétiennes dans l'Europe dominée par le IIIe Reich, Congrès de Varsovie 25 juin – 1er juillet 1978,* Wroclaw – Bruxelles, 1984, pp. 506–518.

76 Voir l'enquête de Jean-Claude Favez, *Une mission impossible? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis,* Lausanne, 1988, pp. 79, 91ff., 106.

77 *La Vie protestante,* 19 février 1943. Le document retient l'attention de l'abbé Journet qui le soumet à une analyse pointilleuse dans *Nova et Vetera,* janvier–mars 1943, pp. 85–94, sous le titre «Apostilles à un document protestant sur l'Eglise et la vie internationale».

78 Texte français dans *L'Europe de demain,* Neuchâtel, 1945, pp. 72–74. Outre les mémoires déjà citées de W. A. Visser't Hooft, on verra l'article de Klaus Voigt, «Die Genfer Föderalistentreffen im Frühjahr 1944», *Risorgimento,* 1980–1, pp. 59–72.

79 Citation extraite de mon mémoire: *Les Eglises chrétiennes et le tourment de la paix (1945–1954). Etude comparative des attitudes du COE et de l'Eglise catholique,* Université de Fribourg, 1983, p. 48.

Déclaration finale[80]. Une Commission œcuménique de coopération européenne sera néanmoins créée en 1950 au lendemain de l'entrée en vigueur du Conseil de l'Europe à l'instigation du secrétaire général Visser't Hooft. Elle répondait, si l'on en croit une lettre de ce dernier aux dirigeants européens du mouvement œcuménique, à la motiviation de contrebalancer l'influence du Vatican à Strasbourg et de faire en sorte «que la voix de la chrétienté non romaine soit entendue dans l'Assemblée européenne»[81]. L'homme qui avait tenté de réveiller les ardeurs continentales du C.O.E. n'était autre que l'écrivain réformé Denis de Rougemont dont l'action en cette période résume à elle seule l'engagement de Genève et du monde protestant helvétique dans le combat de l'Europe[82].

Fils de pasteur neuchâtelois, membre du groupe de la revue *L'Ordre nouveau* et collaborateur d'*Esprit* animé par Emmanuel Mounier[83], admirateur précoce de Karl Barth[84], Denis de Rougemont avait été l'une des figures représentatives de ‹l'esprit non conformiste› des années trente[85]. Appelé à Berne au début de la guerre, au sein de la section ‹Armée et foyer›, il avait participé à la fondation de la Ligue du Gothard en juin 1940, puis s'était expatrié aux Etats-Unis avec sa famille pour y donner une série de cours et conférences[86]. Lorsqu'en janvier 1946 lui parvint à Princeton, où il s'était installé comme écrivain à l'aide d'une bourse américaine, l'invitation d'un groupe de professeurs genevois à venir faire une conférence sur l'Europe dans le cadre des Rencontres internationales de Genève qui devaient se tenir à l'automne, son adhésion fut totale et immédiate:

> «Je ne saurais trop vous féliciter, s'empressa-t-il de répondre aux organisateurs, pour votre entreprise et me féliciter d'avoir l'honneur d'y participer. C'est exactement ce genre d'initiative que l'on devait attendre de la Suisse et de Genève après la guerre»[87].

80 O. F. Nolde, *Free and Equal. Human rights in ecumenical perspective,* Genève, 1968, pp. 21–25.

81 Lettre de W. A. Visser't Hooft au Dr. M. Boegner, 17 mars, 1949, Archives du C.O.E., Genève. Sur ladite commission, Paul Abrecht, «The Churches and European Unity», *Ecumenical Review,* 1951–1952, pp. 296–304.

82 Sur cette action, on verra la thèse récente, basée essentiellement sur des entretiens avec l'écrivain, de Mary Jo Deering, *Desperate Efforts. Denis de Rougemont and the foundations of European Unity 1946–1950,* Université de Genève, 1987, 510 p.

83 Voir les pages que lui consacre Pierre de Senarclens, *Le mouvement ‹Esprit› 1932–1941. Essai critique,* Lausanne, 1974, pp. 63–72.

84 A ce propos, l'ouvrage de Bernard Reymond, *Théologien ou prophète? Les francophones et Karl Barth avant 1945,* Lausanne, 1985.

85 Voir l'ouvrage déjà classique de Jean-Loup Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années trente,* Paris, 1968.

86 Interview accordée à la Télévision suisse italienne en septembre 1985 peu avant sa mort, reproduite dans le numéro spécial de la revue *Cadmos,* printemps 1986, p. 12. Sur cette période, on verra également son *Journal d'une époque 1926–1946,* Paris, 1968.

87 Lettre du 16 janvier 1946, citée dans Bruno Ackermann, *Rencontres internationales de Genève 1946. l'Esprit européen,* Mémoire de licence présenté à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne, 1986, p. 48. Voir aussi son article dans la *RSH,* 39, 1989, n° 1, pp. 64–78.

Placée au cœur de l'ancien continent, cette dernière n'avait-elle pas précisément pour vocation de redevenir ce lieu d'échanges et ce foyer d'idées où «le désir de construire spirituellement l'Europe, de l'arracher à la démoralisation, de projeter quelque lumière sur son passé proche et lointain, devait s'y manifester nécessairement»[88]? Les premières Rencontres internationales de Genève (2–15 septembre 1946) réunirent plusieurs conférenciers prestigieux (Julien Benda, Karl Jaspers, György Lukács, Georges Bernanos, Jean Guéhenno) et intellectuels de renom sur le thème de «L'esprit européen»[89]. Ce fut «une rencontre absolument historique», dira plus tard de Rougemont, «la première prise de conscience d'une réalité européenne sur le meilleur plan possible, c'est-à-dire celui de la culture»[90]. Lui-même s'appliqua à forger le diagnostic spirituel et moral d'une Europe «qui a mauvaise mine», à la fois coincée entre deux grands empires et rongée par les nationalismes renaissants, à laquelle il s'avisa de prescrire le seul remède adapté à son génie propre: le fédéralisme d'inspiration personnaliste.

> «Européenne sera donc, typiquement, la volonté de rapporter à l'homme, de mesurer à l'homme toutes les institutions. Cet homme de la contradiction (s'il la domine en création) c'est celui que j'appelle la *personne*. Et ces institutions à sa mesure, à hauteur d'homme, traduisant dans la vie de la culture, comme dans les structures politiques, les mêmes tensions fondamentales, je les nommerai: *fédéralistes*»[91].

Ces vues, Denis de Rougemont fut amené à leur donner une articulation plus précise lors du premier congrès de l'Union européenne des fédéralistes tenu à Montreux en août 1947. Les organisateurs (Alexandre Marc, Raymond Silva) lui avaient demandé de reprendre pour l'occasion un texte publié au début de la guerre dans son livre *Mission ou démission de la Suisse* (Neuchâtel, 1940) où il tentait de dégager des principes directeurs pour la politique européenne à la lumière de l'expérience helvétique[92]. Les «réactions enthousiastes» suscitées par sa conférence achevèrent de le jeter «sans plus d'hésitation dans l'action fédéraliste». «J'avais besoin d'une action, note-t-il peu après dans son journal, et celle-là sort tout droit de tout ce que j'ai écrit et pensé»[93].

Cette action allait s'exercer sur deux plans. Le premier aspect, qui est le mieux connu parce que le plus étudié, touche à son engagement dans le

88 Comme l'écrivait le professeur Henri de Ziegler dans la *Tribune de Genève,* 2 septembre 1946, citée in *ibid.,* pp. 72–73.

89 Parmi les personnalités invitées à participer aux entretiens, on relève les noms de Raymond Aron, Karl Barth, Max Huber, Théo Spoerri, Charles Journet, Wilhelm Roepke, Emmanuel Mounier, Gonzague de Reynold, C. F. Ramuz (selon *ibid.,* p. 198). Les actes ont été publiés sous le titre de *L'Esprit européen,* Neuchâtel, 1947.

90 Entretien cité par Mary Jo Deering, *op. cit.,* pp. 224–225.

91 Conférence prononcée le 8 septembre 1946, in Denis de Rougemont, *L'Europe en jeu,* Neuchâtel, 1948, pp. 33–34.

92 Témoignage cité dans M. J. Deering, *op. cit.,* pp. 242–243.

93 *Ibid.,* p. 247.

mouvement européen[94]. Nous n'y reviendrons que pour souligner les efforts déployés à partir du grand rassemblement de La Haye (8–10 mai 1948) pour tenter d'implanter à Genève un Centre européen de la culture ayant «pour tâches immédiates d'étudier et de proposer toute mesure propre à promouvoir le sentiment de l'unité européenne»[95]. En dépit des oppositions[96], la création d'un tel organisme en Suisse fut officiellement entérinée par la Conférence européenne de Lausanne en décembre 1949. Inauguré en 1950, le nouveau Centre allait permettre de maintenir une certaine présence de Genève et, partant, de la Suisse dans le débat européen, et cela malgré la ligne prudente suivie en cette matière par le conseiller fédéral Max Petitpierre, qui n'était autre que le beau-frère de l'écrivain genevois[97].

Car si les thèses de Rougemont sur le fédéralisme rencontrèrent un indiscutable écho auprès des militants de la cause européenne, elles ne laissèrent pas en revanche d'irriter une partie de la classe politique helvétique dès lors qu'elles en vinrent à poser la question de la neutralité de la Suisse au lendemain de la création des institutions de Strasbourg. S'interrogeant publiquement dans le cadre de sa chronique hebdomadaire sur Radio-Genève intitulée *Demain l'Europe* sur la raison d'être de ce «statut spécial», Denis de Rougemont observait que la neutralité suisse avait toujours été relative à l'Europe et reconnue par les puissances en 1815 «dans les vrais intérêts de l'Europe». Or, aujourd'hui que ces mêmes intérêts lui commandaient de devenir «entière» autrement dit de s'unir devant la menace commune, quelle pouvait être l'uti-

94 Outre la thèse citée de MARY JO DEERING, nous renvoyons aux travaux de JEAN-PIERRE GOUZY, *Les pionniers de l'Europe communautaire,* Lausanne, 1968, et de JEAN-MARC PURRO, *L'Europe des Congrès: principes et problèmes (1944–1949),* Fribourg, 1977.

95 Rapport culturel soumis au congrès de La Haye (7–11 mai 1948) par le Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, in DENIS DE ROUGEMONT, *L'Europe en jeu,* pp. 158ff.

96 Cette lettre manuscrite d'Etienne Gilson au lendemain du congrès de La Haye témoigne de l'hostilité d'une partie du monde catholique à ces projets: «J'ai été fort surpris, écrivait l'académicien à Denis de Rougemont en date du 10 août 1948, d'avoir à endosser des doctrines que je réprouve alors que je m'attendais à voter des résolutions. Ceux pour qui les idées sont sans importance n'y ont vu aucun inconvénient. Ce n'était pas mon cas. Comme je n'ai pas le goût de l'opposition, je m'en voudrais d'insister, mais il me semble parfaitement clair que, s'il y a une culture *en* Europe, il n'y a pas de culture *de* l'Europe, à moins bien entendu d'identifier l'Europe à la culture universelle, auquel cas elle n'est plus celle de l'Europe, mais celle de la terre entière. Je ne suis pas seul à penser ainsi et s'il faut penser comme vous pour collaborer à l'œuvre de l'Europe unie, vous aurez commencé ce travail d'union par une œuvre de division» (Archives du C. E.C.).

97 Sur cette période, l'ouvrage publié sous la direction de LOUIS-EDOUARD ROULET, *Max Petitpierre. Seize ans de neutralité active. Aspects de la politique étrangère de la Suisse (1945–1961),* Neuchâtel, 1980. Plus récentes, les études d'ANTOINE FLEURY, «La situation particulière de la Suisse au sein de l'O.E.C.E.», in *Histoire des débuts de la construction européenne, Mars 1948–Mai 1950. March 1948–May 1950, Origins of the European Integration,* sous la direction de RAYMOND POIDEVIN, Bruxelles / Milan / Paris / Baden-Baden, 1986, pp. 95–117 et «La Suisse et le Marché commun. A propos du 30e Anniversaire des Traités de Rome», *Cadmos,* Genève 38, 1987, pp. 8–21.

lité d'un statut conféré en d'autres temps? A ses yeux, il n'y avait pas de neutralité possible «entre l'Europe et les ennemis de l'Europe»[98].

Une enquête lancée par les *Cahiers protestants* à la suite de ces prises de position permit de constater le relatif isolement du directeur du Centre européen de la culture au sein du monde réformé helvétique. Porte-parole officieux de la Fédération des Eglises protestantes, le professeur Werner Kaegi de Zurich admettait certes que la neutralité n'était «ni une justification par elle-même, ni une fin définitive», mais estimait que les conditions d'un abandon (à savoir l'existence «d'une fédération réelle et durable basée sur le droit international» incluant tous les Etats, y compris l'Angleterre) n'étaient pas réunies.

> «Il faut bien se garder de croire, observait-il, que la Suisse donnerait une impulsion importante ou décisive à la solution de l'unité continentale, en sacrifiant sa neutralité sur l'autel de l'Europe»[99].

L'accueil des milieux catholiques était empreint de davantage de compréhension. Dès 1949, l'abbé Ferrero, un prêtre genevois d'origine piémontaise, recommandait aux lecteurs de *La Liberté* de Fribourg et de *L'Echo* vaudois d'écouter l'émission de Denis de Rougemont, car «il est bon, disait-il, que nous sachions ce qui se fait, où l'on en est, ce qu'on tente de faire, même si nous avons des avis divergents sur certains points»[100]. Quant à Gonzague de Reynold, il exprima sa totale solidarité à l'écrivain réformé à la suite des attaques dirigées contre lui au Parlement:

> «Il y a chez nos compatriotes, écrivait-il à ce dernier en mars 1951, mais surtout dans les partis d'extrême gauche, j'entends les socialistes et les radicaux avancés et qui font de la surenchère, un raidissement au sujet de la neutralité, lequel ressemble fort à un début de paralysie politique. Il y a là un complexe dont le premier élément est la peur et le second un désir inavoué de se réconcilier avec Moscou. C'est le fond de la chose. Vous trouvez une attitude beaucoup plus libre chez les catholiques»[101].

Les deux hommes s'étaient rencontrés pour la première fois aux heures chaudes de l'été 1940 dans les combats de la Ligue du Gothard. Leur amitié, fondée sur la prise de conscience commune d'une mission européenne de la Suisse face au danger extérieur, démontrait la réalité d'un courant européiste d'inspiration chrétienne transgressant les barrières confessionnelles[102], dont le Centre de Caux allait être l'expression dans ces années d'immédiat après-guerre.

98 Textes des chroniques lues à Radio-Genève les 30 octobre et 6 novembre 1950 reproduits dans *Les Cahiers protestants,* novembre–décembre 1950, pp. 309–316.

99 *Ibid.,* novembre–décembre 1951, pp. 338–346.

100 *L'Echo,* 4 juin 1949; *La Liberté,* 6 août 1949.

101 Lettre du 20 mars 1951, Archives de Reynold (Bibliothèque nationale, Ace 61,5). Voir sa conférence à l'université de Fribourg du 23 mai 1950 sur le thème «L'Europe, la Suisse et la neutralité», in *La Cité Européenne,* 4e–7e Cahiers, 1950.

102 «Nos noms avaient beau commencer par la même lettre, ils avaient beau tous deux être ‹à courant d'air› comme on dit à Genève, nous venions lui du protestantisme et moi du

3. *Le centre de Caux*

Surplombant le lac et le bassin lémanique sis quelques centaines de mètres plus bas, les monts de Caux avec leur forme de «croupe arrondie» (du mot latin *cauda*) offrent au visiteur de passage l'un des plus beaux panoramas qui soient. Les hôtels y fleurirent à la fin du XIXe siècle, et le nouveau village désormais accessible grâce au chemin de fer à crémaillère connut une vogue extraordinaire à la Belle époque. De l'impératrice Elisabeth d'Autriche au magnat du pétrole américain John D. Rockefeller en passant par les maharajahs et les écrivains, les hôtes prestigieux du Grand-Hôtel ou du Caux-Palace ne se comptent plus au début du siècle. La Première, puis la Seconde guerre mondiale stoppèrent brutalement cet essor. En 1945, le Palace, qui avait servi de camp d'internement dans les derniers mois du conflit, était voué à la pelle des démolisseurs. C'est alors qu'un petit groupe d'adeptes du Réarmement moral entreprit de racheter le vieil hôtel et de le transformer en un grand centre de conférences de leur mouvement[103].

Il faut remonter au début des années trente pour trouver trace d'une implantation en Suisse de ce qui était alors connu sous le nom de Groupe d'Oxford[104]. Son fondateur Frank Buchman, un pasteur luthérien né en 1878 en Pennsylvanie mais de lointaine origine helvétique[105], l'avait défini comme «une révolution chrétienne pour un christianisme dynamique», visant à créer «un nouvel ordre social sous l'autorité de l'Esprit de Dieu»[106]. En 1935, en pleine crise italo-abyssinienne, à l'occasion d'un déjeuner offert par le président de l'Assemblée de la S.d.N. en l'honneur de Frank Buchman et de ses amis, le *Journal de Genève* lui avait consacré un supplément de quatre pages. Quelques semaines plus tard, Buchman lançait à Zurich un appel à la mobilisation spirituelle de la Suisse, destinée, disait-il, à devenir «un prophète parmi les nations, un porteur de paix au sein de la famille humaine»[107]. C'est à Interlaken en septembre 1938, à la veille des accords de Munich, que le mouvement désormais connu sous le vocable de Réarmement moral tint sa première assemblée mondiale. A la même période, «un appel au réarmement moral de la Suisse» était signé par des personnalités éminentes comme Henri Guisan, Max Huber, Albert Picot, Enrico Celio[108]. En juin 1940, dans les

catholicisme, lui de la gauche et moi de la droite. Cela veut dire que nous étions destinés à nous rencontrer à mi-chemin et ce mi-chemin, c'étaient nos idées communes sur la Suisse, c'étaient aussi nos idées communes sur l'Europe. D'où une collaboration assez intime qui le mena un jour à Cressier. Cette visite à Cressier fit sensation» (G. DE REYNOLD, *Mémoires,* t. III, p. 697).

103 PHILIPPE MOTTU, *Caux de la Belle époque au Réarmement moral,* Neuchâtel, 1969.

104 Outre Philippe Mottu, voir également le témoignage de THÉOPHILE SPOERRI, *La dynamique du silence,* Caux, 1972.

105 Cf. la biographie de GARTH LEAN, *Frank Buchman: A Life,* Collins, 1985.

106 FRANK BUCHMAN, *Refaire le monde,* Caux, 1968, p. 24.

107 PHILIPPE MOTTU, *op. cit.,* pp. 52, 152; THÉOPHILE SPOERRI, *op. cit.,* p. 116–117.

108 *Ibid.*

jours qui suivirent la débâcle française, à l'initiative du professeur Théo Spoerri de Zurich et dans l'appartement du Genevois Philippe Mottu, tous deux proches de Buchman, était fondée à Berne la Ligue du Gothard, une organisation de résistance spirituelle qui se voulait au-dessus des clivages de partis, de langues et de confessions[109].

> «Bastion naturel de la Suisse, cœur de l'Europe et limite des races, le Gothard est le grand symbole autour duquel les Confédérés peuvent s'unir dans leurs diversités».

Ainsi s'exprimait le premier manifeste de la Ligue inséré sous forme d'encart dans plusieurs journaux les 20 et 21 juillet 1940 et dû pour l'essentiel à la plume de Denis de Rougemont[110]. Quelques jours plus tard, un message du général Guisan publié par la Section Armée et Foyer à l'occasion de la fête nationale appelait à son tour le peuple suisse à se regrouper «autour du Gothard»[111]. Dans le courant de l'été, la Ligue édita sous la forme d'une brochure intitulée *La Suisse de toujours et les événements d'aujourd'hui* (Zurich, 1940) le texte d'une conférence de Gonzague de Reynold dans lequel celui-ci atteignait, selon Roland Ruffieux, «son point extrême de rapprochement avec l'ordre nouveau, prôné par les vainqueurs de l'heure»[112]. Fallait-il attribuer aux mêmes préoccupations le voyage effectué quelques mois plus tard au Portugal par le même Mottu dans le but de rencontrer le président Salazar à la demande du chef du Département politique Pilet-Golaz[113]? Dans *La Suisse forge son destin* (Neuchâtel, 1942), les dirigeants de la Ligue (Spoerri, Mottu) s'attachaient à présenter la neutralité suisse «dans son développement dynamique, de la Diète de Stans au Congrès de Vienne, du Congrès de Vienne au Traité de Versailles, du Traité de Versailles à la session du Conseil de la Société des Nations de mai 1938, en montrant comment, chaque fois, à chacune de ces étapes, elle s'élargit, s'épanouit, se charge de significations nouvelles», et plaidaient pour une adaptation de cette dernière aux «circonstances présentes»[114]. Pour les ‹oxfordiens› de la Ligue du Gothard, la neutralité, en effet, ne représentait «pas un principe de protec-

109 *Ibid.*, pp. 189–192. Egalement le témoignage de René Leyvraz, *Les origines de la Ligue du Gothard,* Genève, s.d. et celui, tout récent, étayé par de nombreux documents, de Christian Gasser, *Der Gotthard-Bund. Eine schweizerische Widerstandsbewegung. Aus den Archiven 1940 bis 1948,* Berne, 1984, qui s'inscrit en faux contre l'idée d'une influence prépondérante du Groupe d'Oxford au sein de la Ligue (comme le suggère par exemple le professeur Edgar Bonjour, *Geschichte der schweizerischen Neutralität,* Bâle, 1970, p. 217).

110 Christian Gasser, *op. cit.*, pp. 23–24. Gonzague de Reynold regretta qu'on n'ait pas dit ‹Ligue du Saint-Gothard›, au lieu de ‹Ligue du Gothard›, «qui était de mauvaise langue en même temps qu'une sotte laïcisation verbale» (G. de Reynold, *Mémoires,* T. III, p. 695).

111 *Ibid.*, p. 33.

112 Roland Ruffieux, «De l'‹Ordre nouveau› à de nouvelles préoccupations», *art. cit.*, p. 102.

113 Entretien avec l'auteur, Genève, 19 octobre 1985. Un résumé de cette conversation est conservé dans les archives de Reynold, qui s'était lui-même entremis pour faciliter l'entretien (BN, Corr. aut. 193.2).

114 ***, «La position diplomatique de la Suisse et sa politique dans le conflit actuel», in Th. Spoerri et al., *La Suisse forge son destin,* Neuchâtel, 1942, p. 340.

tion internationale à l'abri duquel je puis me mettre pour critiquer d'une manière irresponsable mes voisins, mais un appel à l'amour des belligérants»[115].

Forts de ces principes, Philippe Mottu, devenu dès 1943 l'un des collaborateurs de Pilet-Golaz au Département politique, et ses amis suisses du Réarmement moral s'avisèrent de leur responsabilité «de mettre à la disposition de Frank Buchman un endroit où les Européens, déchirés par la haine, la souffrance et les ressentiments pourront se retrouver»[116]. A la suite d'un double séjour outre-Atlantique chez ce dernier en 1944 et 1945, ils résolurent, lors d'une assemblée tenue à Interlaken en avril 1946, de franchir le pas et d'acquérir le vieux palace de Caux à l'aide de fonds privés. L'acte de vente conclu le 25 mai avec la Banque Populaire Suisse portait les signatures de Philippe Mottu et Robert Hahnloser, tous deux agissant au nom d'une Fondation pour le Réarmement moral qui allait être constituée en novembre et placée sous la surveillance du Département fédéral de l'Intérieur[117]. Le 18 juillet 1946, après d'intenses travaux de désinfection et de nettoyage, la première conférence mondiale du Réarmement moral pouvait s'ouvrir à Caux en présence de Frank Buchman[118].

Parmi les tâches que s'assigne le mouvement, la reconstruction d'une Europe unie et solidaire en face du danger bolchévique ne tarde pas à apparaître comme un objectif prioritaire[119]. La «bonne route» à suivre est celle d'«une idéologie inspirée» comme l'indique Frank Buchman dans un discours retransmis sur les ondes de la Société suisse de radiodiffusion le 4 juin 1947 à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire[120]. Le message est particulièrement bien reçu à Washington où l'on y perçoit une forme «d'équivalent idéologique au plan Marshall» lancé à la même période[121]. Le dessein du président Truman n'était-il pas justement de rassembler toutes les forces morales du monde libre sous la bannière étoilée en une sainte croisade contre le communisme athée[122]? C'est en tout cas grâce à la compréhension des autorités d'occupation américaines qu'une première délégation de cent

115 PHILIPPE MOTTU, «Fondement spirituel d'un renouveau national», in Dr PAUL TOURNIER et al., *Pierres d'angle de la reconstruction nationale,* Neuchâtel/Paris, 1941, p. 54.

116 PHILIPPE MOTTU, *Caux de la Belle époque au Réarmement moral,* pp. 54–55.

117 *Ibid.,* p. 96.

118 Voir les articles que lui consacrent le *Vaterland,* 18 septembre 1946, la *NZZ,* 28 septembre 1946, et la revue *Orientierung,* 31 janvier 1947.

119 HANS-JÖRG SCHOERRING, «Moralische Aufrüstung und Westeuropäische Politik bis 1954», *Zeitschrift für Kirchengeschichte,* I, 1976, pp. 65–100; GABRIELE MUELLER-LIST, «Eine neue Moral für Deutschland?», *Aus Politik und Zeitgeschichte,* Bd. 44, 31 Oktober 1981, pp. 11–23; DAVID J. PRICE, *The Moral Rearmament Movement and postwar European reconstruction,* M. A. dissertation, Queen Mary College, University of London, 1979.

120 FRANK BUCHMAN, *Refaire le monde,* Caux, 1947, p. 65.

121 *Caux. Rapport sur la Conférence mondiale du Réarmement moral 1948,* Caux, 1948, p. 9.

122 A ce sujet, l'enquête d'ENNIO DI NOLFO, «Le Vatican, les Etats-Unis et les débuts de la guerre froide», *Relations internationales,* nº 28, hiver 1981, pp. 395–412.

cinquante Allemands put se rendre à Caux durant l'été 1947[123]. Ils furent plus de quatre cent soixante l'année suivante, hommes politiques, chefs d'entreprise, syndicalistes[124]. Les contacts étroits noués à cette occasion avec des dirigeants chrétiens de la Ruhr comme Karl Arnold, le ministre-président de Rhénanie-Westphalie, et Gustav Heinemann, le maire d'Essen, furent à l'origine d'une tournée de propagande dans le bassin minier à l'automne 1948. A son retour d'Allemagne, Philippe Mottu, qui avait participé à l'expédition en compagnie d'une «vingtaine de Suisses», pouvait écrire à Max Petitpierre, chef du Département politique, en date du 15 novembre 1948:

> «Caux devient dans ce pays un concept autant qu'un espoir. C'est une des expressions contemporaines de notre politique étrangère. Le fait que de nombreux Suisses ont jugé opportun d'investir des fonds pour rendre cette expédition possible me semble être un signe de sagesse politique de notre peuple»[125].

En l'absence d'étude critique fondée sur les archives du mouvement dont l'accès demeure problématique, il me paraît utile, avant de conclure cet article, d'éclairer deux aspects de l'histoire du Réarmement moral après 1945: l'un de méthode concerne l'influence prétendument exercée par le mouvement sur les bâtisseurs de la nouvelle Europe qu'étaient des hommes comme Robert Schuman et Konrad Adenauer[126], l'autre inédit a trait aux rapports de ses dirigeants avec l'Eglise catholique en Suisse[127].

«Nous voulons une Europe unie» déclare Frank Buchman à l'ouverture de l'Assemblée de Caux en juillet 1947. En septembre, le premier congrès de l'Union parlementaire européenne (U.P.E.) du comte Coudenhove-Kalergi tenu à Gstaad amène sur les hauteurs vaudoises plusieurs délégués dont certains ne cachent pas leur enthousiasme devant l'œuvre entreprise à l'image du député démocrate-chrétien italien Enzo Giacchero:

> «La machine que nous construisons à Gstaad, déclare-t-il, a besoin de l'essence de Caux. C'est à Caux que se trouvent les hommes qui peuvent débloquer les forces spirituelles nécessaires au monde car c'est ici que les cœurs des hommes sont débarassés de l'emprise de l'égoïsme et de la haine organisée»[128].

C'est à l'issue du deuxième congrès de l'U.P.E. à Interlaken en septembre 1948 qu'Adenauer, alors président du Conseil parlementaire, est conduit à

123 Gabriele Mueller-List, *op. cit.*, pp. 13ff.

124 *Caux 1948*, p. 13.

125 Archives de l'Evêché de Fribourg (ci-après AEvF), Fonds du Réarmement moral. La position du conseiller fédéral était loin de correspondre à un tel enthousiasme: «si je n'éprouve que de la sympathie pour les buts que poursuit l'activité qui se déploie à Caux et si je pense que cette activité est utile, voire même nécessaire, elle est, à certains égards, en opposition, avec certaines de mes tendances personnelles» (Lettre à Philippe Mottu, 23 septembre 1948, Archives fédérales, Réarmement moral 2800 – 1967/59 – 68/1/6/5).

126 Dans le prolongement des remarques de J. H. Schoerring, *op. cit.*, pp. 81–84, et sur la base des recherches effectuées dans le cadre de notre thèse de doctorat.

127 Nous tenons ici à remercier l'évêque de Fribourg, Mgr Pierre Mamie, qui nous a autorisé à consulter le dossier sur le Réarmement moral conservé dans les archives diocésaines.

128 *Bulletin hebdomadaire*, Caux, 15 septembre 1947.

Caux par des amis du Réarmement moral[129]. Après avoir «considéré les choses avec un certain scepticisme» à son arrivée, il s'y déclare, le second jour, «persuadé de la grandeur de l'œuvre qui s'accomplit à Caux»[130]. Des contacts informels, semble-t-il, sont établis à la même période avec Robert Schuman[131] et même Alcide De Gasperi par l'intermédiaire d'Igino Giordani, un proche du président italien présent à Caux lui aussi en 1948[132]. Est-il légitime dès lors, sur la base de simples témoignages qu'aucun document écrit ne corrobore[133], de conclure, comme le font certains auteurs[134], à une influence décisive, bien que souterraine, du Réarmement moral dans le processus de rapprochement franco-allemand qui a conduit à l'élaboration, puis à l'adoption du plan Schuman du 9 mai 1950?

L'évaluation du poids des facteurs subjectifs dans la prise de décision est chose délicate pour l'historien et requiert de sa part une grande prudence. Il importe d'éviter en ce domaine la majoration d'éléments échappant par nature à toute mesure objective, même si par ailleurs leur prise en compte s'avère nécessaire à une intelligence globale des relations internationales contemporaines où le facteur de la confiance personnelle joue souvent un rôle primordial. Que Robert Schuman et Konrad Adenauer aient manifesté, à l'instar de nombreuses autres personnalités démocrates-chrétiennes de tendance plutôt conservatrice (en Suisse; Philippe Etter, Enrico Celio), une large sympathie pour l'œuvre de Caux, le fait est peu contestable. Plusieurs lettres d'Adenauer à Frank Buchman et à son ami suisse Erich Peyer l'attestent[135]. La préface écrite par Robert Schuman à l'édition française des discours de Frank Buchman en 1950 témoigne quant à elle d'un réel enthousiasme pour cet «état d'esprit mis en action» qu'était le Réarmement moral aux yeux du ministre français[136]. Peut-on pour autant parler d'une influence décisive sur leur comportement politique? S'il est vrai que leur commune foi catholique et leur attachement à la civilisation inspirée par elle ont pesé d'un poids certain dans leur engagement pour l'Europe, il paraît par contre peu raisonnable d'imaginer que le Réarmement moral ait pu ajouter quoi que ce soit à leurs convictions chrétiennes préexistantes. Au plan de leurs relations personnelles, il semble pour le moins exagéré d'affirmer que les deux hommes ont pu se connaître et s'apprécier grâce à la médiation de Buchman

129 Témoignage à l'auteur de Vittorio Pons, 13 août 1987.
130 *Caux 1948,* p. 82.
131 Témoignage à l'auteur de Philippe Mottu, 19 octobre 1985.
132 *Caux 1948,* pp. 98–99.
133 PHILIPPE MOTTU, *Caux,* pp. 113ff.; THÉOPHILE SPOERRI, *op. cit.,* pp. 207ff.
134 Par exemple, HENRI RIEBEN, *Des ententes de maîtres de forge au Plan Schuman,* Lausanne, 1970, p. 327.
135 On verra à ce propos l'édition des *Adenauer, Briefe,* éd. par R. MORSEY et H. P. SCHWARZ: *1947–1949,* Berlin, 1984; *1949–1951,* Berlin, 1985.
136 FRANK BUCHMAN, *Refaire le monde,* Caux, 1950.

et des siens[137]. Une lettre d'Adenauer à Schuman datée du 4 novembre 1948 prouve qu'à cette date (donc bien avant le sommet de Bonn de janvier 1950) ils s'étaient déjà rencontrés une première fois (à Bassenheim en octobre 1948 lors d'une visite du ministre français en Rhénanie) et que l'échange de vues avait été empreint d'une grande cordialité si l'on en juge par le ton chaleureux de la missive[138]. Il y a donc lieu de relativiser le rôle du Réarmement moral en replaçant ses tentatives de rapprochement au plus haut niveau dans une ensemble plus vaste d'initiatives convergentes et concomittantes en faveur de l'unité européenne[139].

Reste à considérer le caractère plutôt ambigu des relations entre les responsables de Caux et la hiérarchie catholique dans les premières années. Dès l'automne 1946, l'ordinaire du lieu, Mgr Charrière, accepte l'invitation qui lui est faite par Philippe Mottu qu'il connaît «de longue date» d'aller sur place «me rendre compte par moi-même, et dans l'incognito, du fonctionnement de ces réunions»[140]. Le rapport qu'il adresse à Rome se veut conciliant à l'égard d'un mouvement présenté comme «un essai de rapprochement entre chrétiens pour lutter contre le matérialisme communiste». L'attitude rigide des évêques anglais allant jusqu'à interdire toute participation des catholiques aux réunions du mouvement lui paraît peu adapté au contexte helvétique:

> «Nous risquerions, dans notre pays, en interdisant ces contacts et ces rencontres, de favoriser la reprise par certains protestants et des franc-maçons militants de la lutte anticatholique»[141].

Tandis qu'en haut lieu l'affaire est jugée «particulièrement délicate» (Mgr Tardini)[142] «comme tout ce qui touche en général aux questions de la coopération avec les non-catholiques» (Mgr Montini)[143], Mgr Charrière n'hésite pas à s'entremettre pour «recommander» Philippe Mottu, «un des principaux animateurs du Réarmement moral» qui «se rendra prochainement à Rome», à la bienveillance de ses interlocuteurs vaticans[144]. En mai, au cours d'un séjour romain, il accepte de recevoir Frank Buchman et ses amis et leur procure «quelques places» pour la cérémonie de canonisation de saint Nico-

137 Adenauer par exemple ne fait aucune allusion à ces contacts avec le Réarmement moral dans ses *Mémoires,* Paris, 1965–69, 3 t.

138 *Adenauer, Briefe 1947–1949,* Berlin, 1984, pp. 337–339.

139 On pense notamment aux fameuses rencontres entre dirigeants démocrates-chrétiens organisées à Genève dans le plus grand secret entre 1948 et 1953 dont j'ai pu utiliser les protocoles conservés par M. Robert Bichet, ancien ministre et dirigeant du M.R.P., pour la rédaction de ma thèse.

140 Lettre à Mgr Ottaviani, Assesseur de la Supr. Congr. du Saint-Office, 30 décembre 1946, Archives de l'Evêché de Fribourg.

141 Rapport sur le Mouvement d'Oxford ou Réarmement moral établi au diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, à Caux-sur-Montreux, Fribourg, le 30 décembre 1946, AEvF.

142 Lettre à Mgr Charrière, 22 janvier 1947, AEvF.

143 Lettre à Mgr Charrière, 12 février 1947, AEvF.

144 Lettres à MMgr Montini et Tardini, 1er et 3 février 1947, AEvF.

las de Flüe[145]. Le discours que prononce Buchman à la radio le 4 juin 1947 y fait ample allusion comme pour souligner la convergence de son propos avec celui de l'Eglise catholique:

> «Il convenait, déclare-t-il à propos de l'ermite du Ranft, que cet homme d'Etat d'il y a cinq cents ans, attentif à la parole divine, reçût aujourd'hui cette marque suprême de reconnaissance. Il est véritablement un Saint pour notre temps, un modèle pour les Nations Unies»[146].

La haute teneur idéologique de ce discours et le risque de confusion doctrinale qu'il fait peser suscitent l'inquiétude de René Leyvraz, le directeur du *Courrier de Genève* qui s'en ouvre à Mgr Charrière[147], et conduisent l'Association de la presse catholique romande à s'adresser aux évêques suisses pour leur demander «de bien vouloir fixer notre attitude sur le Mouvement de désarmement moral de Caux»[148]. Un pas que la Conférence des évêques se refuse à franchir lors de sa session annuelle de juillet 1947[149]. Plusieurs déclarations enthousiastes de prêtres catholiques montés à Caux durant l'été amènent pourtant Mgr Charrière à reconsidérer ce parti pris de prudence au nom de la paix confessionnelle et à publier, avec l'aval de Rome, une mise en garde contre «l'écueil dangereux» d'une dilution des vérités essentielles de la foi catholique.

> «La recherche et la mise en évidence des valeurs communes aux diverses confessions et religions est légitime, écrit l'évêque. Elle ne doit pas conduire à sacrifier ou à minimiser les valeurs non communes, qui sont souvent fondamentales»[150].

L'avertissement n'allait toutefois pas jusqu'à interdire aux catholiques de se rendre à Caux. Dans un rapport au Saint-Office en décembre 1950, Mgr Charrière plaidera pour l'indulgence envers un mouvement qui «a souvent mieux réussi que nos mouvements strictement catholiques, dans une ligne qui devrait être la nôtre, qui est nôtre par définition: la réconciliation des classes»[151]. La ligne de plus grande fermeté qui finit par l'emporter à Rome au début des années cinquante hypothéquera pour plusieurs années les rapports des catholiques avec le centre de Caux[152].

145 Lettre à Mgr Montini, 20 juin 1947, AEvF.

146 FRANK BUCHMAN, *Refaire le monde,* Caux, 147, pp. 71–72.

147 «Vous savez combien je suis ouvert aux rencontres, aux contacts, à la collaboration. Je ne puis cependant m'empêcher d'être un peu inquiet de l'orientation donnée par Buchman au ‹Réarmement› en particulier de sa prétention de forger ou de formuler une ‹idéologie inspirée›, car ou cette ‹idéologie› se confond avec la doctrine d'une confession, ou elle prétend faire la synthèse des doctrines confessionnelles, et dans ces cas, il s'agit d'un empiètement sur le champ des Eglises; ou bien ce n'est pas vraiment une ‹idéologie›, mais un ensemble de sentiments, et alors il y a danger de fonder là-dessus une super-foi, plus ou moins quiétiste, humanitaire» (Lettre de René Leyvraz à Mgr Charrière, 3 juin 1947, AEvF).

148 Lettre du 25 juin 1947, AEvF.

149 ROMEO ASTORI, *La Conferenza Episcopale Svizerra. Analisi storica e canonica,* Fribourg, 1988, p. 262.

150 *La Semaine catholique de la Suisse romande,* 25 septembre 1947.

151 Rapport au Saint-Office sur le Réarmement moral, 9 décembre 1950, p. 4.

152 A l'origine de ce durcissement, on trouve l'ouvrage très négatif de Mgr SUENENS, *Que faut-il penser du Réarmement moral?,* Paris – Bruxelles, 1953.

4. *Conclusion*

Les efforts que nous venons d'analyser en faveur d'une meilleure compréhension européenne dans les années d'immédiat après-guerre résultent, croyons-nous, de la rencontre en terre romande d'une tradition, d'un milieu et d'une conjoncture. Tâchons rapidement, en guise de conclusion, d'expliciter le contenu de ces trois composantes.

Une tradition internationaliste d'abord. Son existence remonte à la fin du siècle passé où l'émergence d'un courant de pensée sociale au sein des Eglises chrétiennes (catholicisme social, christianisme social) favorise le développement de nouveaux modes de coopération dépassant le cadre de l'Etat-nation. C'est le cas de l'Union de Fribourg du côté catholique mais aussi des premières associations universelles chrétiennes qui s'établissent à Genève. L'essor de la S.d.N. dans les années vingt est l'occasion d'un approfondissement à la fois doctrinal (chez les catholiques surtout) et pratique (dans le sens de l'œcuménisme, cette forme d'internationalisme protestant) qui contribue à ancrer encore davantage ces efforts dans le paysage romand. Le renouveau des années de guerre et d'immédiat après-guerre autour de foyers comme l'université de Fribourg ou le bureau de Genève du Conseil œcuménique en formation s'inscrit donc dans une durée dont il constitue le troisième (et peut-être ultime?) temps fort. L'avènement de Caux obéit en partie à ce schéma puisque la greffe du Réarmement moral s'opère sur une tradition d'accueil préexistante qui avait connu ses plus beaux jours au début du siècle.

Un milieu intellectuel ensuite. De la résistance spirituelle d'avant-guerre aux initiatives européennes d'après 1945 en passant par les expériences de collaboration nées de la défaite française de juin 1940, ce sont les mêmes hommes que l'on retrouve, animés du même désir de servir la Suisse et ce qu'ils considèrent comme sa mission providentielle dans le concert des nations européennes. Il y a là un courant, avec ses ‹idéologues› (Gonzague de Reynold, Robert de Traz, Denis de Rougemont), ses ‹bâtisseurs› (Joseph Piller, Philippe Mottu), ses ‹parrains spirituels› (Mgr Besson puis Mgr Charrière, Frank Buchman), ses ‹symboles› (Saint-Gothard, Nicolas de Flüe) dont il faudra bien un jour éclairer la généalogie et les différents avatars. Nous ne faisons ici qu'indiquer en pointillé une direction de recherche pour une histoire des milieux intellectuels de Suisse romande au XXe siècle qui reste à écrire.

Une conjoncture enfin. Il est loisible de comparer la période d'extrême tension qui s'ouvre en 1947 avec la rupture de l'alliance de guerre à celle des premières années de la décennie où la Suisse se trouvait encerclée par les forces de l'Axe. Dans les deux cas, elle provoque des regroupements transcendant les frontières confessionnelles dans le but de faire face au danger extérieur (Ligue du Gothard, Réarmement moral) et conduit certains intellectuels à prôner la révision de la neutralité suisse dans le sens d'une adhésion

à l'Europe en construction. On constate tout de même une réceptivité plus grande à la thématique européenne dans les milieux catholiques (Institut de Fribourg) que protestants (FEPS). Plus détendues, les années 1944–1947 suscitent un élan de fraternité aux horizons plus larges mais davantage marqué du point de vue confessionnel.

HINWEISE - AVIS

Marxistische Studien

Im Mai 1989 wurde in Bern die «Schweizerische Vereinigung für Marxistische Studien» (VMS) gegründet. Dem wissenschaftlichen Beirat gehören an: Kuno Füssel, Hans Jürgen Krymanski, beide Münster; André Leisewitz, Frankfurt; Neria Monetti, Mendrisio; Marguerite Schlechten, Jean Ziegler, beide Genf. VMS, Effingerstrasse 4a, CH-3011 Bern, Telephon (031) 25 47 00.

Frauen in Streitkräften

Vom 15. bis 17. Oktober 1990 findet ein Internationales Symposium über Frauen in Streitkräften im Ausbildungszentrum Schloss Wolfsberg CH-8272 Ermatingen (Thurgau/Schweiz) statt. Folgende Themenkreise sind vorgesehen: Frauen in Streitkräften vor 1990, Frauen im Kampf im 20. Jahrhundert, Ihre Integration in die Streitkräfte heute. Auskünfte: Eidgenössisches Militärdepartement, Stab der Gruppe für Ausbildung, CH-3003 Bern, Telephon 031/67 24 03.

Historikertag 1989

Freitag, 27. Oktober 1989, in Bern. Schweizerische Auswanderungsgeschichte.

Historikertag 1990

Freitag/Samstag, 26./27. Oktober 1990, in Freiburg i. Ü. Universitätsgeschichte.

Jahresversammlungen AGGS (ohne Gewähr)

1990: Samstag, 26. Mai in Neuenburg - 1991: In Zug - 1992: In Graubünden.

17° Congreso International de Ciencias Historicas

Madrid, 26 de Agosto / 2 de Septiembre 1990.